

# Honduras : le « triomphe » inédit de Xiomara Castro

La candidate de gauche, en lutte contre la corruption et le narcotrafic, a largement remporté la présidentielle

C'est une victoire historique – quoique pas encore officielle. Pour la première fois, le Honduras sera dirigé par une femme, Xiomara Castro, la candidate du Parti liberté et refondation (Libre, gauche), qui a obtenu la majorité à l'élection présidentielle du dimanche 28 novembre.

Son rival de droite, Nasry Asfura, le candidat du Parti national (PN) au pouvoir depuis douze ans, a reconquis sa défaite, mardi 30 novembre, dans la soirée, saluant le « triomphe » de M<sup>me</sup> Castro, alors même que le Conseil national électoral n'avait toujours pas donné de résultats définitifs. Jeudi matin, tout juste 60 % des bulletins avaient été dépouillés. Cette reconnaissance, actée par une visite de M. Asfura au domicile de la candidate, était l'événement qu'attendaient les Honduriens depuis quarante-huit heures, suspendus au décompte du scrutin qui n'en finit pas.

La campagne avait été marquée par la violence et les assassinats politiques – près de trente en dix mois de campagne –, et la population craignait, comme cela s'était produit en 2017, lors de la réélection du président Juan Orlando Hernandez (« JOH »), un retournement des résultats de dernière minute. C'est dire si la reconnaissance de sa défaite par M. Asfura était attendue. Dans la foulée, le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, a salué mardi une élection « libre et juste ».

Xiomara Castro a récolté 52 % des voix, contre 35 % pour M. Asfura, et 9 % pour le troisième en lice, Yani Rosenthal, du Parti libéral (PL), selon les résultats partiels. Un triomphe d'autant plus inédit qu'il rompt avec cent ans de bipartisme entre le PN et le PL, et que la participation a été la plus élevée de l'histoire récente du pays (68 %).

« Douze ans de résistance de ce peuple n'ont pas été en vain ! », avait clamé, dimanche soir, Xiomara Castro, tandis que des milliers de personnes, sans attendre les résultats, sortaient dans les rues au cri de « JOH, tu t'en vas ! ». Le chef de l'Etat quitte le pouvoir avec un taux de popularité en chute libre, après deux mandats marqués par les accusations de liens avec le trafic de drogue – la justice américaine a été jusqu'à qualifier le Honduras de « narco-Etat ».

« Le triomphe de M<sup>me</sup> Castro est celui d'une alliance qui a voulu évincer du pouvoir la structure criminelle qui a gouverné pendant si longtemps, se réjouit Joaquín Mejía, avocat et chercheur de

**Xiomara Castro, 62 ans, est l'épouse de l'ancien président Manuel Zelaya, renversé par un coup d'Etat en 2009**

l'Equipe de réflexion, de recherche et de communication, une ONG. C'est une espérance, une lumière pour tout le pays après des années noires. »

Xiomara Castro, 62 ans, est l'épouse de l'ancien président Manuel Zelaya, du Parti libéral, avec qui elle s'est mariée à l'âge de 16 ans. Elu en 2005, il avait été victime d'un coup d'Etat en 2009. Le virage à gauche qu'il avait opéré pendant son mandat et son rapprochement avec le président vénézuélien Hugo Chavez avaient effrayé les élites du pays. En pleine nuit, des militaires l'avaient forcé à monter dans un avion des forces armées et l'avaient exilé au Costa Rica.

## Explosion de la pauvreté

Xiomara Castro, entrée en politique à l'occasion de la campagne de son mari, était alors devenue un des visages de l'opposition, prenant notamment la tête d'une manifestation à Tegucigalpa pour réclamer le retour de son mari. Trois ans plus tard, elle présentait sa propre candidature à l'élection présidentielle au nom du parti Libre, créé avec M. Zelaya – rentré au pays en 2011 –, échouant de peu face à Juan Orlando Hernandez.

M<sup>me</sup> Castro se présentait cette fois à la tête d'une large coalition d'opposition, qui a su capitaliser sur le ras-le-bol des Honduriens face à des responsables politiques régulièrement accusés de corruption. Les jeunes, en particulier, sont excédés par l'impunité, les liens avec le crime organisé et la

**Les jeunes sont excédés par l'impunité, les liens avec le crime organisé et la mauvaise gestion de la pandémie**

mauvaise gestion des conséquences des catastrophes naturelles et de la pandémie, qui ont caractérisé les trois mandats consécutifs du PN depuis 2009. L'explosion de la pauvreté et la violence ont poussé des dizaines de milliers de Honduriens à migrer vers les Etats-Unis.

« JOH » s'est efforcé, tout au long de ses deux mandats, d'entraver le travail des organismes consacrés à la lutte contre la corruption, cooptant la Cour suprême et démantelant, en 2020, la Mission d'appui contre la corruption et l'impunité. Les scandales liés à des surfacturations dans l'achat de sept hôpitaux de campagne turcs pour lutter contre le coronavirus, mal équipés et en mauvais état, ont donné un coup fatal à l'opinion que les Honduriens ont de son administration.

Le rejet ne s'est pas seulement exprimé lors du scrutin présidentiel : les législatives et les municipales, qui se tenaient le même jour, ont elles aussi porté l'opposition en tête. Au Congrès unicaméral, Libre et le Parti Sal-

vador de Honduras – dont le candidat, Salvador Nasralla, s'était désisté en octobre pour soutenir M<sup>me</sup> Castro – devraient obtenir la majorité simple. Libre a d'ores et déjà remporté la mairie de Tegucigalpa, dirigée depuis douze ans par Nasry Asfura.

Décrite par la droite comme une « communiste » pouvant mener le pays à la ruine, M<sup>me</sup> Castro « n'a pas vraiment présenté un programme de gauche, mais plutôt de "libéralisme renoué" », souligne Otto Argueta, historien et docteur en science politique. Elle a d'ailleurs reçu l'aval des milieux d'affaires. « La majorité au Congrès, ajoute M. Argueta, lui permettra d'abroger certaines lois et réformes polémiques, comme la création des Zedes », zones d'emploi et de développement économique, où les investisseurs jouissent d'une grande autonomie fiscale, mais aussi judiciaire. Un refuge pour les narcotrafiquants, a dénoncé M<sup>me</sup> Castro.

Il lui sera en revanche plus difficile de tenir deux autres promesses de campagne : la dépénalisation partielle de l'avortement, dans un pays qui l'interdit totalement, et le mariage entre personnes du même sexe. Le Congrès avait en effet voté en janvier une réforme de la Constitution inscrivant la prohibition de l'IVG et du mariage pour tous dans la Loi fondamentale : il faudra désormais les trois quarts des voix du Congrès pour approuver des modifications. ■

ANGELINE MONTROYA

## LE PROFIL



### Xiomara Castro

Xiomara Castro est née en 1959 à Tegucigalpa. Mariée en 1976 à son cousin, Manuel Zelaya ; à l'âge de 16 ans, elle entre en politique à l'occasion de la campagne présidentielle de ce dernier, qui sera élu en 2005. Mais c'est après le coup d'Etat perpétré contre M. Zelaya en 2009 que M<sup>me</sup> Castro s'impose comme une des figures de l'opposition, à travers le Front national de résistance populaire. Candidate à la présidentielle en 2012, elle échoue de peu face à Juan Orlando Hernandez (« JOH »). A sa deuxième tentative, en 2016, elle se retire de la course pour soutenir un autre candidat de l'opposition, Salvador Nasralla qui, lui aussi, échoue face à « JOH ». En 2021, M. Nasralla lui rendra la pareille en retirant sa candidature, permettant la victoire de M<sup>me</sup> Castro à la présidentielle du 28 novembre. Elle prendra ses fonctions en janvier 2022.